

ENTITE	RADICAL	N°	REV.	PAGE
Pbudo53	PGC	419-042023	/	1

PLAN GENERAL DE COORDINATION DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et ses décrets d'application

Maître d'Ouvrage



17 rue Franche-Comté
CS30512
53005 LAVAL Cedex

DESAMIANPAGE ET DECONSTRUCTION DU BATIMENT 46 QUARTIER FERRIE, A LAVAL (53000)



<i>Date</i>	<i>Rédigé par</i>	<i>Réf :</i>	<i>lieu</i>	<i>indice</i>
24/04/2023	P. Boudeau	419 – 04/2023	Chatre la forêt	01

ENTITE	RADICAL	N°	REV.	PAGE
Pbudo53	PGC	419-042023	/	2

SOMMAIRE

PRÉSENTATION DU PROJET :	4
<i>Objet du chantier :</i>	4
CATÉGORIE DE L'OPÉRATION	5
<i>Durée de préparation</i>	5
<i>Durée de réalisation :</i>	5
PRÉAMBULE	6
<i>Objet :</i>	6
<i>Diffusion :</i>	6
<i>Évolution :</i>	6
<i>Conservation :</i>	6
CHAPITRE 1 : MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRENEURS.	7
1 PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION	7
CHAPITRE 2 – RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF	8
MAITRE DE L'OUVRAGE	8
MAITRISE D'ŒUVRE	8
Coordonnateur SPS	8
Organismes De Prévention	9
Liste Des Concessionnaires De Réseaux	9
ASSAINISSEMENT & Services extérieurs concernés par les travaux	9
Organismes De Secours	10
CHAPITRE 3 – MESURES ARRÊTÉES AVEC LE MAÎTRE D'ŒUVRE	11
Connaissance du milieu :	11
Voies en exploitation :	11
Réseaux :	14
Calendrier prévisionnel d'exécution :	14
Présentation de l'opération :	14
Principaux risques identifiés	15
Interférences & simultanités des travaux	15
CHAPITRE 4- PLAN DE CIRCULATION & D'INSTALLATION DE CHANTIER	16
Plan d'installation de chantier	16
Servitudes Et Contraintes	17
Autorisations administratives	17
Abords du chantier	17
Clôtures - Panneautage - Accès	17
Signalisation de chantier,	18
Accès personnel ^{salarie}	18
Visites de chantier	18
Raccordements	18
Branchements - Consignations	19
Électricité	19
Eau potable	19
Égouts	19
Téléphone	19
Cantonnements	19
Évacuation Des Déchets – Nettoyage	20
Gardiennage	20
RAPPEL :	20
CHAPITRE 5. MÉTHODOLOGIES GÉNÉRALES DU CHANTIER	22
Accueil sur site et formation	22
P.P.S.P.S & Visite d'inspection commune	22
Désamiantage	23
Démolitions / Déconstruction	23

ENTITE	RADICAL	N°	REV.	PAGE
Pbudo53	PGC	419-042023	/	3

<i>Déplombage - Néant– à confirmer</i>	24
<i>Traitement xylophages - Champignons.....</i>	25
<i>Enchaînement des tâches.....</i>	25
<i>Travaux superposés.....</i>	25
<i>Coactivité.....</i>	25
<i>Protection contre l'incendie.....</i>	26
5-1 APPROVISIONNEMENTS - ZONES DE STOCKAGE –	26
<i>Gestion quotidienne des gravats et des déchets.</i>	26
5-2 VOIES DE CIRCULATION HORIZONTALES ET VERTICALES	26
<i>Voies de circulations horizontales</i>	26
<i>Voies De Circulations Verticales</i>	27
5-3 MANUTENTIONS – MOYENS & ENGINS DE LEVAGE	27
5-4 ÉCHAFAUDAGES.....	28
5-5 PROTECTIONS COLLECTIVES.....	28
<i>Protections collectives contre les chutes de hauteur.....</i>	29
<i>Protections Collectives Contre Le Bruit</i>	29
5-6 PROTECTIONS INDIVIDUELLES	29
5-7 MESURES PARTICULIÈRES EN PRÉSENCE D’AMIANTE, DE PLOMB OU DE POUSSIÈRE DE SILICE OU DE BOIS	30
6. ORGANISATION DES SECOURS	32
6-1 PROCÉDURES - ACCÈS	32
6-2 TÉLÉPHONE.....	32
6-3 SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL	32
6-4 TROUSSE DE SECOURS	32
6.5 CONSIGNES DE PREMIERS SECOURS	33

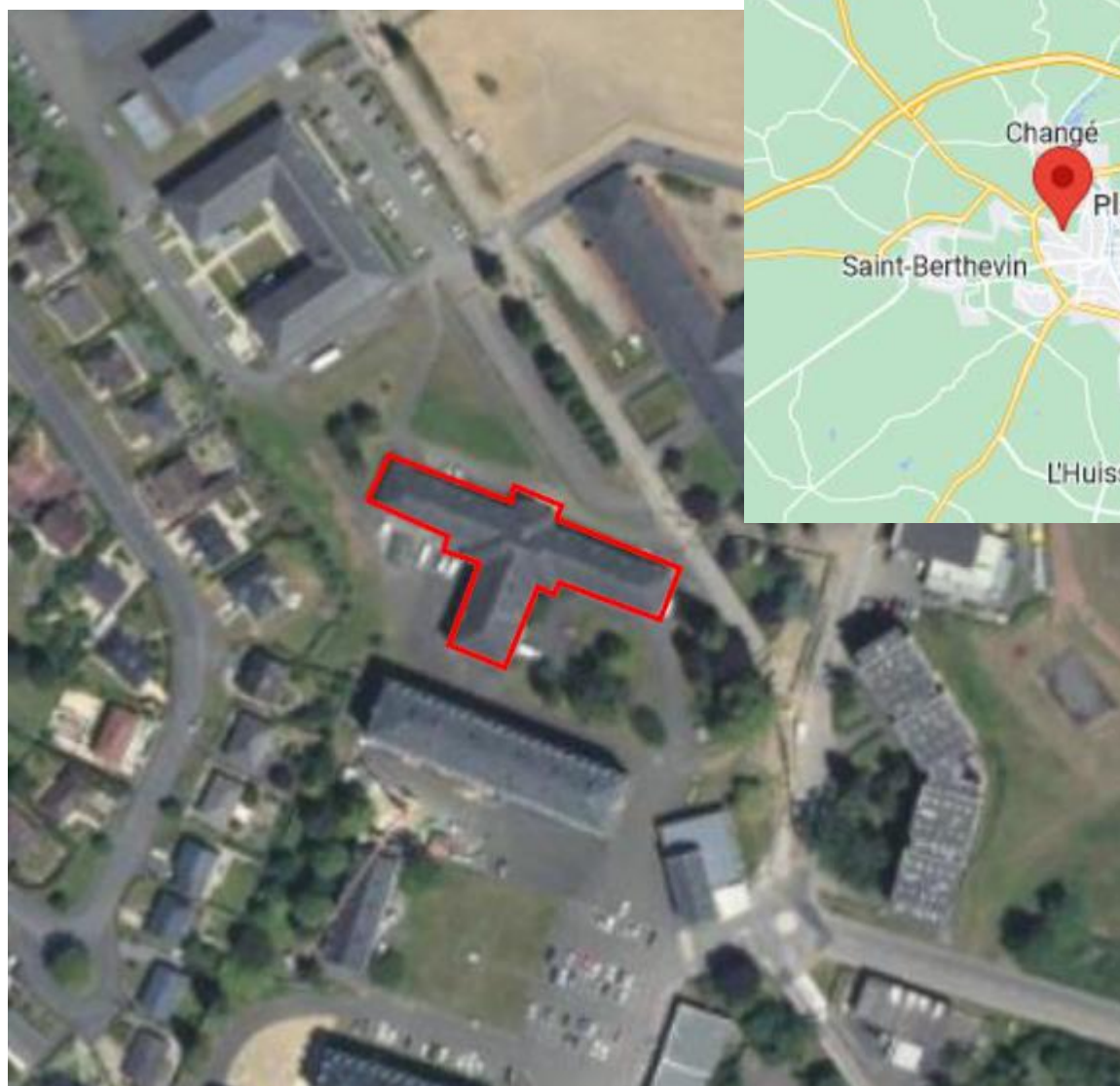
ENTITE	RADICAL	N°	REV.	PAGE
Pbudo53	PGC	419-042023	/	4

Présentation du projet :

EN MATIERE DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

OBJET DU CHANTIER :

Travaux de DESAMIANPAGE ET DECONSTRUCTION du Bâtiment 46
Place Albert Jacquard , rue Albert Jacquard et rue du chef de bataillon Henri Geret
Quartier FERRIE 53000 LAVAL.



Comprenant : le Désamiantage et la Déconstruction complète du bâtiment existant

ENTITE	RADICAL	N°	REV.	PAGE
Pbudo53	PGC	419-042023	/	5

CATÉGORIE DE L'OPÉRATION

Les entreprises appelées à intervenir sur le chantier sont informées que celui-ci est soumis aux dispositions de la loi « Chantiers mobiles et temporaires » n° 93.1418 du 31 décembre 1993 et de son décret d'application n° 94.1159 du 26 décembre 1994

Opération de catégorie 3 avec risques particuliers

DURÉE DE PRÉPARATION

φ 1 Mois

DURÉE DE RÉALISATION :

φ Démarrage des travaux / SEPTEMBRE 2023
φ Période de préparation de , 1 mois
φ Période de réalisation 3 mois
φ FIN DES TRAVAUX pour JANVIER 2024

Effectifs prévisionnel en homme- jours < à 500

Nombre d'entreprise présumées appelées à intervenir 3 entreprises maximum

Nombre de travailleurs présumés appelés à intervenir à un moment quelconque du chantier 2 à 6 personnes maximum

- LOTS / Prestations

- φ Une phase de préparation du chantier pour la réalisation des études et des démarches administratives nécessaires à la réalisation du chantier ;
- φ Une phase de sécurisation du site avec la mise en place des éléments de protection nécessaires à la réalisation des travaux (clôture de chantier, sécurisation des zones à risques de chutes : par exemple : *trémie ouverte, absence de garde-corps...*) ;
- φ Une phase de curage préalable et d'évacuation de déchets polluants ;
- φ Une phase de désamiantage ;
- φ Une phase de déconstruction intérieure ;
- φ Une phase de démolition lourde et d'évacuation des matériaux ;
- φ Une phase de remise en état de la plateforme

ENTITE	RADICAL	N°	REV.	PAGE
Pbudo53	PGC	419-042023	/	6

Préambule

OBJET :

- ✓ L'objet du P.G.C. est d'informer tous les intervenants du chantier des différentes mesures générales prises pour prévenir les risques découlant de l'interférence des activités de ces différents intervenants sur le chantier ou de la succession de leur activité lorsqu'une intervention laisse subsister, après son achèvement, des risques pour les autres entreprises.
- ✓ Le présent document est établi conformément à la loi n° 93 14-18 du 31 décembre 1993 et ses décrets d'application.

DIFFUSION :

- ✓ Le P.G.C. est remis par le Maître d'Ouvrage aux entreprises avec le DCE.
- ✓ Le P.G.C., tenu sur le chantier, peut être consulté par les représentants des organismes suivants Inspection du Travail, CRAM, O.P.P.B.T.P., par le médecin du travail, les membres des Comités d'Hygiène de Sécurité et des conditions de travail ou à défaut, les délégués du personnel appelés à intervenir sur le chantier.
Ce document pourra t'être fourni à tout organisme par voie informatique sur simple demande.
- ✓ L'Entrepreneur qui fait exécuter tout ou partie des travaux par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du P.G.C., et les informer des modifications de ce plan.
- ✓ L'Entrepreneur ou le sous-traitant qui fait intervenir sur le chantier des travailleurs indépendants, doit les informer qu'ils sont soumis aux règles de prévention vis à vis d'eux-mêmes et des autres personnes intervenant sur le chantier.

ÉVOLUTION :

- ✓ Le P.G.C. est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail, les modifications correspondantes sont portées à la connaissance des entreprises.
- ✓ Le P.G.C. intègre notamment, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant les P.P.S.P.S. (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé) établis par les entreprises ou d'autres plans de prévention qui seraient nécessaires.

CONSERVATION :

- ✓ Le P.G.C., tenu sur le chantier est conservé par le Maître d'Ouvrage pendant une durée de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

ENTITE	RADICAL	N°	REV.	PAGE
Pbudo53	PGC	419-042023	/	7

Chapitre 1 : Modalités de coopération entre les entrepreneurs.

1 PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

Le titulaire prendra en compte dans la conception et la réalisation de son ouvrage toutes les dispositions nécessaires pour intégrer les principes généraux de la prévention des accidents du travail et se conformera aux obligations qui lui incombent en respect du Code du Travail.

Il devra se conformer aux dispositions édictées :

- a) Par le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre et le Coordonnateur dans le présent P.G.C.
- b) Par le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre dans les pièces constitutives : CCAP, CCTP...

Ces dispositions s'appliquent au titulaire, à ses sous-traitants directs ou indirects, ainsi qu'aux travailleurs indépendants qui ont conclu un contrat de Prestations ou de Travaux.

La Coordination Sécurité et Santé des travaux effectués par les sous-traitants, les travailleurs indépendants, demeure sous la Responsabilité de l'entrepreneur titulaire du marché.

PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

1. **Éviter** les risques
2. **Évaluer** les risques qui ne peuvent être évités
3. Une fois évaluées, **Combattre** ces risques à la source
4. Adapter le travail à l'homme (**ergonomie**) en agissant sur la conception, l'organisation et les méthodes de travail et de production
5. Réaliser ces objectifs en tenant compte de **l'état d'évolution de la Technique**
6. D'une manière générale, **remplacer ce qui est dangereux** par quelque chose qui l'est moins ou qui ne l'est pas du tout
7. **Prévenir** vaut mieux que guérir : La prévention des risques doit s'intégrer dans **un ensemble cohérent** qui comprend **la production, l'organisation, les conditions de travail et le dialogue social**
8. Prendre les mesures de **protection collectives en priorité** et ne recourir aux **protections individuelles** que si la situation rend tout autre choix impossible
9. Veiller à ce que l'on communique **aux entreprises et aux indépendants** toutes les informations et les instructions nécessaires pour **assurer la sécurité et la santé des acteurs** qui réaliseront le chantier.

ENTITE	RADICAL	N°	REV.	PAGE
Pbudo53	PGC	419-042023	/	8

Chapitre 2 – Renseignements d’ordre administratif.

MAITRE DE L'OUVRAGE



17 rue Franche-Comté
CS30512
53005 LAVAL Cedex

Représenté par : Mr RAISON LUDOVIC – 07 48 88 51 55 - ludovic.raison@groupe-ima.fr

MAITRISE D'ŒUVRE



INGE – EGIS GROUP

Agence de Rennes
103 avenue Henri Fréville
35200 RENNES

M. MERCIER Hugues – 07 63 79 13 73 - hugues.mercier@egis-group.com

AC ENVIRONNEMENT Agence ILLE-ET-VILAINE
1 Rue d'Ouessant 35760 SAINT-GREGOIRE
02 23 48 82 44

COORDONNATEUR SPS

SAS Pbudo53
11, place de l'église St Martin
Châtres la forêt
53600 EVRON
Mr Boudeau Patrice
Tél. 02.43 01 93 06 - mob.06 47 72 39 75
@ / contact@budo53.fr

ENTITE	RADICAL	N°	REV.	PAGE
Pbudo53	PGC	419-042023	/	9

ORGANISMES DE PRÉVENTION

Inspection du travail : DDETSPP - 60 rue mac Donald

Unité de contrôle - 53063 LAVAL cedex 9

Tél : 02 43 67 60 37

CARSAT : 02 Place de Bretagne

44936 NANTES Cedex 9

Tél : 02 51 72 84 00

SATM : 32 rue du Laurier

53000 LAVAL

Tél : 02 43 59 09 60

OPPBTP : 275, boulevard Marcel Paul

44800 St Herblain

Tél : 02 40 49 68 02

LISTE DES CONCESSIONNAIRES DE RÉSEAUX

ORANGE :

☎ 1013

Branchements provisoires de chantier

Pour les DICT gaz, électricité et Branchements provisoires de chantier

ENEDIS/ENGIE centre d'exploitation

- Direct Énergie à ALENCON :
[ENEDIS Bleu Ciel Mayenne](#) : pour contacter ENEDIS,
 ENEDIS dans l'Orne - Pour un raccordement,
 Pour un dépannage
Sécurité électricité

☎ 09 87 67 54 75.

☎ 09 69 32 15 15.

☎ 09 87 67 54 75

☎ 09 72 67 50 14.

☎ 01 76 61 47 01

Pour les interventions à proximité de réseau divers.

Sécurité Gaz

ENGIE Dolce Vita :

☎ 02 47 85 74 44

☎ 09 69 32 43 24.

ASSAINISSEMENT & SERVICES EXTÉRIEURS CONCERNÉS PAR LES TRAVAUX

Mairie de Laval /Direction Générale Adjointe Développement Urbain

Direction Bâtiments ☎ 02 43 49 44 04

Direction Urbanisme ☎ 02 43 49 43 10

Direction Eau et Assainissement ☎ 02 43 49 43 11

Direction Voirie et Espace VERTS ☎ 02 43 49 43 14

PREFECTURE DE LA MAYENNE 53

6 Rue Mazagran - 53000 Laval

☎ 02 43 01 50 00

Exploitation des voies en circulation

Cité administrative Rue Macdonald

BP 23009 - 53063 Laval Cedex 9

☎ 02 43 67 87 43

D.R.E.A.L Pays de Loire

5 Rue Françoise Giroud, 44200 Nantes

☎ 02 72 74 73 00

Unité départementale (53):

Cité administrative rue Mac Donald
B.P73875

ENTITE	RADICAL	N°	REV.	PAGE
Pbudo53	PGC	419-042023	/	10

53030 LAVAL cedex 9

☎ 02 43 59 23 10 / fax : 02 43 53 76 4

ORGANISMES DE SECOURS

- ☛ SAMU - urgence ☎ 15
- ☛ Pompiers ☎ 18
- ☛ Police Secours / GENDARMERIE ☎ 17
- ☛ Hôpital CH LAVAL ☎ 02 43 09 33 33.
- ☛ Centre Antipoison CHU, Rue Larrey, 49100 Angers ☎ 02 41 48 21 21.

POUR LES TELEPHONES PORTABLES FAIRE LE

(S'assurer au préalable de la bonne couverture réseau de votre téléphone)

☎ **112**

ENTITE	RADICAL	N°	REV.	PAGE
Pbudo53	PGC	419-042023	/	11

Chapitre 3 – Mesures arrêtées avec le Maître d’œuvre

CONNAISSANCE DU MILIEU :

Hormis la visite du chantier pour établir le devis, une visite des lieux sera programmée pour dresser les modalités d’exécution et la coordination entre les entreprises et le CSPS assisté au besoin par la maîtrise d’ouvrage et son maître d’œuvre.

Les entreprises sont réputées avoir pris connaissance des lieux lors de leurs chiffrages, et d’avoir tenu compte de toutes les mesures de sécurité nécessaires à ce type d’opération ainsi que celles prévues au présent PGC.

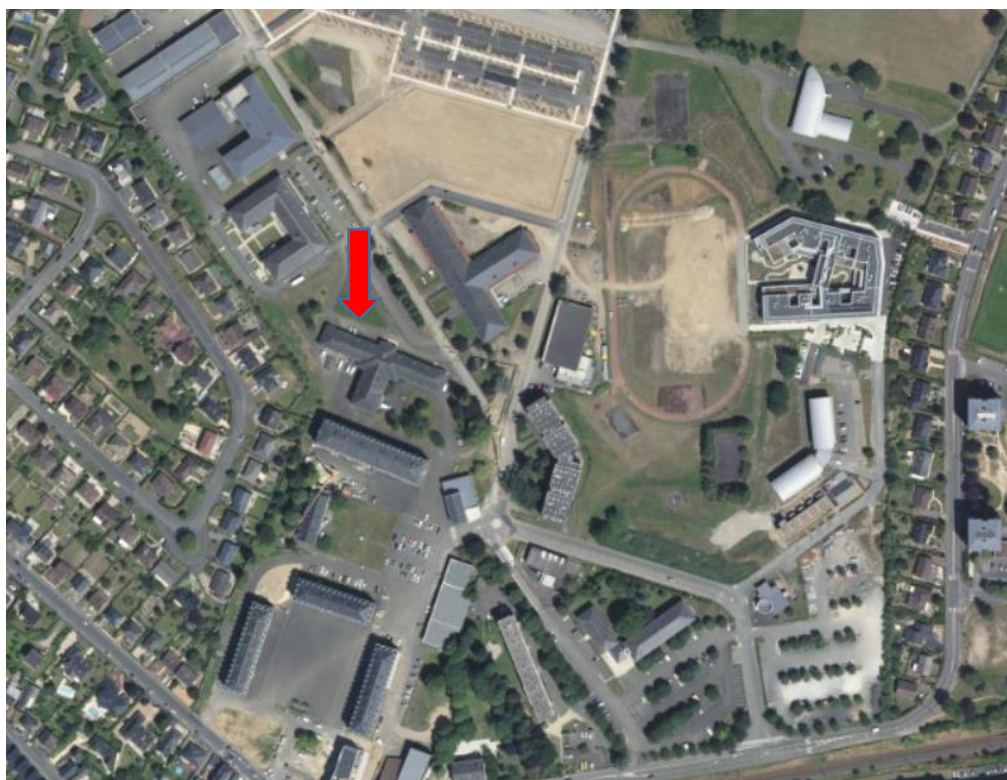
VOIES EN EXPLOITATION :

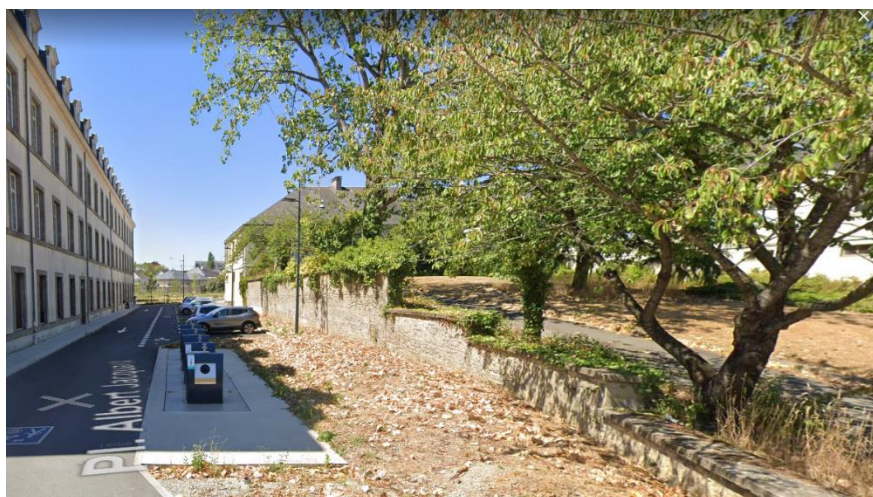
L’accès au chantier, sera signalé et identifié par les différents intervenants

Bâtiment 46

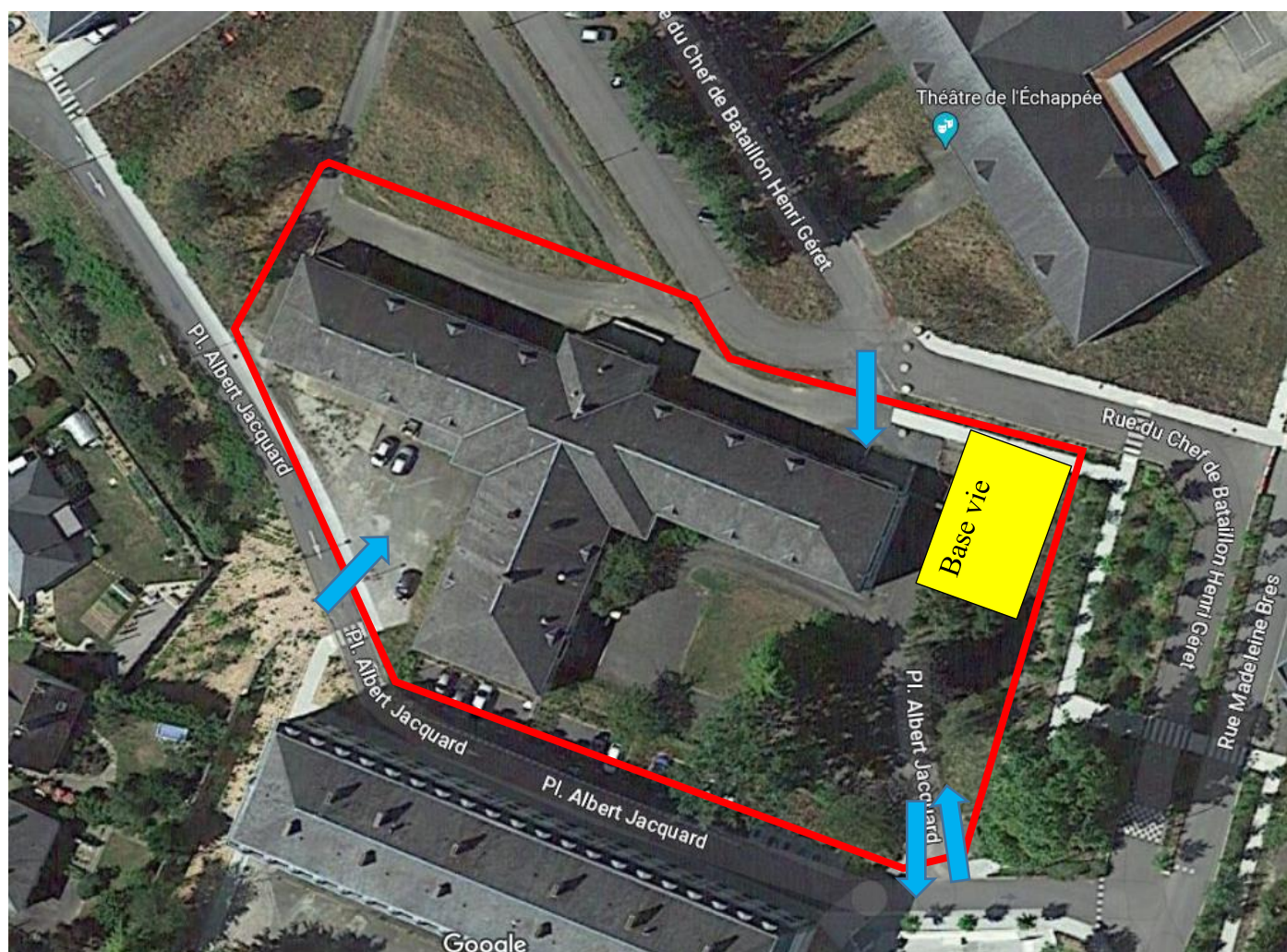
Place Albert Jacquard , rue Albert Jacquard et rue du chef de bataillon Henri Geret
Quartier FERIE 53000 LAVAL.







SUJETION IMPLANTATION DU CHANTIER.



ENTITE	RADICAL	N°	REV.	PAGE
Pbudo53	PGC	419-042023	/	14

Une voie de circulation intérieure restera disponible, ouverte et libre pour l'accès éventuels des secours ou pour l'évacuation en cas de sinistres. Cela pendant toute la durée des travaux.

Un clôture de chantier et un panneautage indicateur sera mis en place pour signaler, le chantier, les accès et les sens de circulation, les voies piétonnes, les zones de stationnement réservés et toutes mitoyennetés entre le chantier et les zones occupés par le personnel communal ou d'ENEDIS, GRDF, ORANGE et autres.

Tous arrêts de la circulation sur la voirie publique et privée ou les aires de stationnements ne sont autorisés que dans les conditions évoquées dans les pièces écrites du marché, ou avec l'accord des services techniques de la ville.

Nota : L'entreprise de Gros œuvre devra fournir et proposer un plan d'implantation, avec définition des voies utiles au chantier. Des zones de stockage et de livraison

Elles seront physiquement séparées et identifiables des voies réservées aux usagers et aux personnels de service connexes ou non, amenés à utiliser ces voies et stationnements qui leurs sont réservés sur le site.

RÉSEAUX :

Les ouvrages souterrains ou aériens, de transport ou de distribution, des réseaux (électricité, gaz, télécommunications, eau potable, assainissement) sont présents sur le site. L'entreprise sera donc tenue au respect des dispositions réglementaires et des prescriptions techniques et administratives définies par chaque concessionnaire de réseau.

Au besoin, pour la réalisation de ses travaux, l'entreprise devra adresser 10 jours avant le début de ceux-ci une Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux à l'exploitant du réseau (D.I.C.T.). Et dans saisir et informé le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et le CSPS.

Les travaux, seront décalés et rendu indépendant des services connexes. Toutefois nous imposons que les entrepreneurs titulaires du marché prennent contact avec la maîtrise d'ouvrage s'il y a lieu, pour déterminer les limites des nuisances que le chantier ne doit pas dépasser (sonore, pollution de l'air, clôture, etc...).

CALENDRIER PRÉVISIONNEL D'EXÉCUTION :

L'entrepreneur proposera un programme prévisionnel s'inscrivant dans le délai contracté avec la maîtrise d'ouvrage et suivant le programme établi par le maître d'œuvre.

Ce programme fera apparaître clairement, de manière détaillée, les différents phasages de l'opération. Il permettra d'identifier les interventions éventuelles des sous-traitants ou des travailleurs indépendants.

Les travaux seront organisés en évitant les superpositions ou la simultanéité des tâches dans un même lieu ; pour minimiser les risques d'importation ou d'exportation découlant des différents intervenants sur site.

Ces phasages seront présentés par l'entreprise dans son P.P.S.P.S. A l'aide, d'une série de croquis, de plans ou autres, définissant sa propre analyse des différentes opérations constituant sa mise en œuvre.

PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION :

L'opération consiste dans la démolition et le désamiantage d'un immeuble collectif de 12 logts.

Les entreprises tiendront comptes de contraintes liées au site (intérieure agglomération en bordure de voie publique) avec interférence et emprises sur la voie publique.

ENTITE	RADICAL	N°	REV.	PAGE
Pbudo53	PGC	419-042023	/	15

Les PPSPS préciseront les moyens, modalités et éventuelles contraintes prisent en compte par l'entreprise pour sécuriser les zones de rencontres et de mitoyenneté de façon pérenne dues à l'occupation des lieux, par les services communaux ou d'Enedis, Engie & Orange et AEP & EU.

Comme la sécurisation des usagers et du voisinage direct ou indirect

PRINCIPAUX RISQUES IDENTIFIÉS

- Risques physiques dû à la manutention manuelle (TMS)
- Risques du a l'absence de préparation de chantier
- Risques Psychosociaux, harcèlements, addictions, violences etc..
- Risques routiers AVP, heurts, chocs
- Risques de heurts piétons/véhicules – véhicules/engins
- Risques de chute de plains pieds
- Risques de chutes de hauteur < a 3.000 ml
- Risques de chutes de hauteur > a 3.000 ml
- Risques d'enfouissement
- Risques d'effondrements lors de la démolition
- Risques de renversements d'engins
- Risques chimiques & biologiques (micro-organismes)
- Risques de présence d'amiante, de plomb, autres...
- Risques électrisation & électriques.
- Risques lié à la superposition de tâches.
-

Cette liste ci-dessus ne peut être considéré comme exhaustive, chaque entreprise étant tenu, en vertu de l'obligation de sécurité qui lui incombe, d'évaluer les risques éventuels et de prendre toutes les mesures adéquates pour assurer la sécurité et protéger la santé de son personnel.

En application des articles L. 4121-1 à 3 et R. 4121-1 et 2 du Code du travail.

INTERFÉRENCES & SIMULTANÉITÉS DES TRAVAUX

Sujétion découlant des interférences avec les activités d'exploitation sur ou à proximité du site où est implanté le chantier.

La notion de risques est bien évidemment étendu au voisinage et aux usagers de la route (piétons/véhicules) Chaque interactions exposants de façon constantes tous les intervenants présent sur le site.

Suivre les obligations relatives au chantier prévu dans les pièces écrites du marché.

Et tenir compte des besoins et validation des services techniques de la ville pour l'occupation des espaces de stationnements ou de voirie.

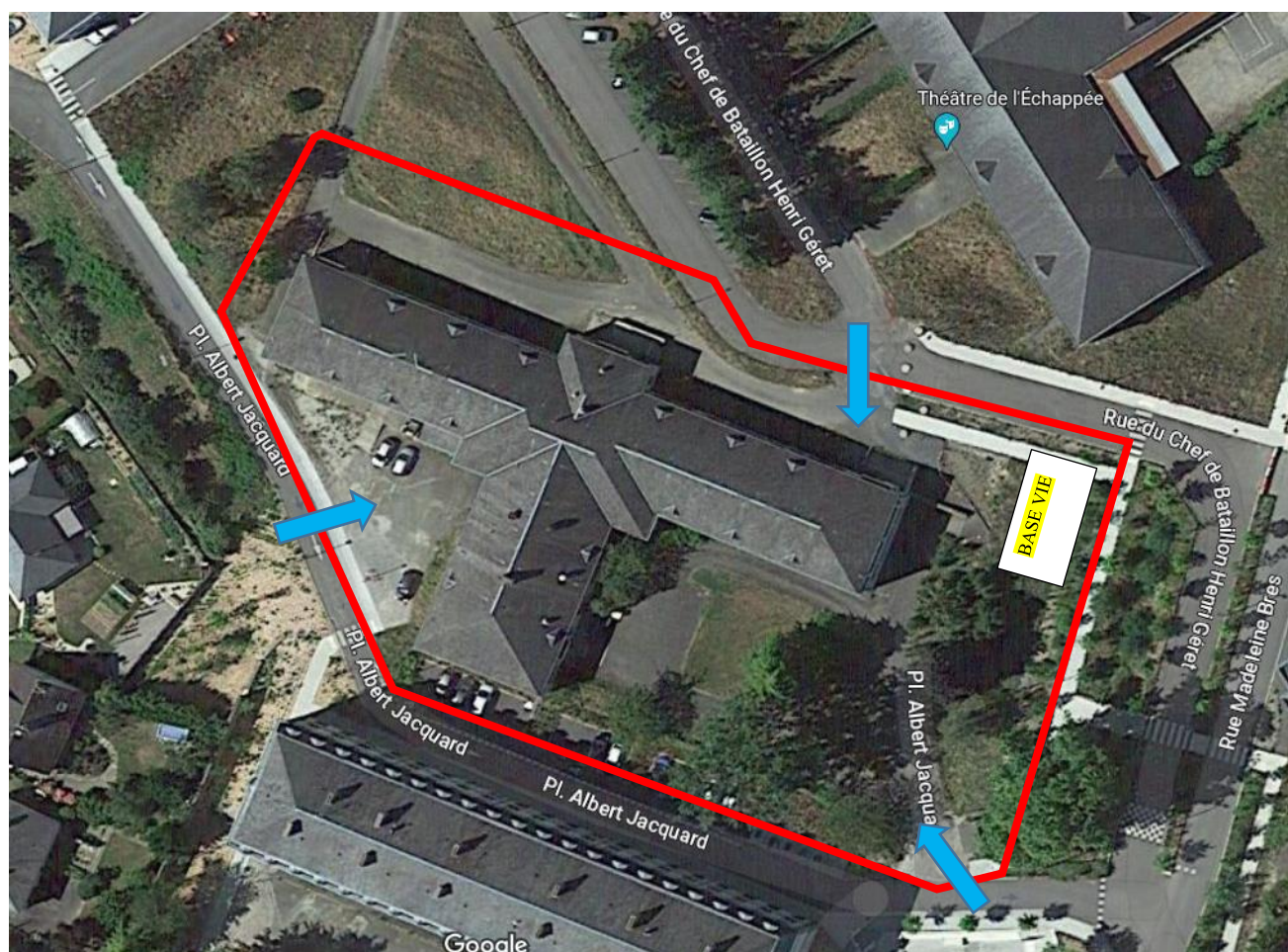
Chapitre 4- Plan De Circulation & d'installation de chantier

PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

Pendant sa période de préparation, l'Entreprise établira, un plan, qui devra préciser, tout au long de l'opération, et, si nécessaire, par phase :

L'organisation retenue en accord avec la maîtrise d'ouvrage et la validation du CSPS

Les aires inaccessibles aux engins (résistance, gabarits, pentes, etc.) pour les aires de roulement d'engins de levage et d'élévations du personnel.



L'organisation du trafic piéton, et des véhicules et engins de chantiers, autour des zones de travaux, avec indication précise des éventuelles déviations obligatoires, des circulations piétonnes, avec un panneauage, et un barriérage identifiable et reconnaissable de tous et par tous. Ainsi que du personnel de sécurité au sol pour les manœuvres de manutention et de levage.

Les zones autorisées au stationnement des véhicules, et celles dévolues aux engins ; Le tracé des clôtures de chantier, avec implantation des accès ;

L'implantation des dispositifs d'évacuation des déchets ;

L'implantation des zones de stockage liées au tri sélectif ;

L'implantation de l'armoire électrique du chantier ;

L'implantation des zones de cantonnements et de stockage

Ce plan sera affiché au mur du bureau de chantier, par l'Entreprise.

ENTITE	RADICAL	N°	REV.	PAGE
Pbudo53	PGC	419-042023	/	17

SERVITUDES ET CONTRAINTES

Sous-sol Avant tout début de ses travaux, l'Entreprise se sera informée de la présence éventuelle de tous réseaux enterrés ou non à l'intérieur de la parcelle, de la présence de fosses, cuves, etc., ainsi que des sous-sols et abris positionnés hors de l'emprise du R.D.C. des bâtiments.

Mitoyenneté, traitement particulier des nuisances de chantiers occasionnée pendant les travaux. (Bruits, poussières, déplacement, accès au chantier)

La signalisation d'entrées/sorties d'engins de chantiers, des clôtures,
Signalement & concertation avec les services de la ville, d'ENEDIS, GRDF, ORANGE ou du voisinage direct pour tous travaux menés en mitoyenneté.

Terres polluées non concernée à notre connaissance

AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES

L'Entreprise sera tenue d'obtenir toutes les autorisations administratives nécessaires au démarrage de ses travaux. Et, notamment :

- De voirie pour Sécurisation de l'accès chantier, du stockage et de la zone de travaux
- De raccordement aux réseaux publics (cantonnements).

L'Entreprise assurera et adressera, SI nécessaire ; les DICT aux concessionnaires.

Sans réponse dans les 10 jours avant le démarrage effectif de son intervention, l'Entreprise leur adressera une lettre de rappel. Ces DICT seront immédiatement communiquées au Maître d'Œuvre et au CSPS

ABORDS DU CHANTIER

L'entreprise donnera les instructions nécessaires à son personnel et à ses éventuels sous-traitants, fournisseurs, prestataires, etc., pour que :

La circulation des poids lourds, semi-remorques et engins de chantier ne se fasse que dans un sens avec le respect de la réglementation du code de la route.

Les véhicules et engins ne stationnent pas en dehors de l'espace défini par les clôtures de chantier, ou les limites de la parcelle, ou les aires de stationnement autorisées par les services techniques de la ville

La circulation autour du chantier (pour les piétons comme pour les véhicules et engins) sera maintenue en permanence dans des conditions de sécurité optimales (nettoyage immédiat de tous déchets, etc., hors de l'emprise du chantier). L'écoulement des eaux ne sera pas entravé

CLÔTURES - PANNEAUTAGE - ACCÈS

L'entreprise donnera les instructions nécessaires à son personnel et à ses éventuels sous-traitants, fournisseurs, prestataires, etc., pour que :

Le chantier et les zones de travaux demeure clos et indépendant, en toutes circonstances ; notamment du personnel tiers, du public ou du voisinage.

Le contrôle des entrées et sorties du chantier se fera de manière visuelle, les personnes habilités portant obligatoirement des tenues identifiables, avec nom et prénom de leurs ouvriers.

L'Entreprise devra la réalisation, l'entretien et l'enlèvement de tous les matériels et équipements portés au plan d'installation de chantier : Clôtures de chantier, portails et portillons d'accès ; Tunnels de protection éventuels pour circulation piétonne sous élévation ou échafaudage de pieds, le panneautage et la signalétique routière.

Les clôtures de chantier seront constituées de panneaux grillagés amovibles sur lests, d'une hauteur de 2 mètres minimum, menottés en tête et en pied, avec jambes de forces et / ou fongage de fiches anti-déversement au travers des lests. L'ensemble devra être stable aux vents (au sens de la NV 65).

L'Entreprise vérifiera que les surfaces roulantes sont aptes à recevoir les charges roulantes prévues sur chantier (scops, nacelles, PL, etc.) sans dommages.

ENTITE	RADICAL	N°	REV.	PAGE
Pbudo53	PGC	419-042023	/	18

Dans le cas contraire, l'Entreprise mettra en œuvre les plates-formes de protection nécessaires. Elle devra la remise à l'identique du site et de ses abords, sauf dispositions contraires prévues par le Maître d'Œuvre ou d'ouvrage.

Un état des lieux contradictoire sera dressé à cet effet, à l'initiative et aux frais de l'Entreprise, avant démarrage des travaux de clôture et d'aménagement hors emprise de la parcelle. En l'absence de cet état des lieux, l'Entreprise devra la remise à neuf de tous les ouvrages ayant fait l'objet de travaux, de modifications, etc.

SIGNALISATION DE CHANTIER,

Délimitation aires de travail ; ces zones peuvent être isolées de façons ponctuelles, mais ne doivent en aucun cas laisser une possible pénétration par des tiers étrangers à l'exécution des travaux.

La base vie sera a isolée de la même manière

Une signalisation sera mise en œuvre pour séparer et éviter tout risques de heurts au sein du site avec les intervenants du chantier ou du personnel ENEDIS GRDF ORANGE ou de la ville, comme avec le public

Signalisation au sol, de l'emprise de chantier Balisage et signalisation des zones de stationnements des aires de levage et de manutention

Signalisation pour sécuriser avec une régulation des passages piétons au droit de la façade accès personnels et public.

Sécurisation et délimitation de toutes zones de travail ou de cheminement piétons au droit des façades et autour des zones de travail.

ACCÈS PERSONNEL ^{SALARIÉ}

L'unique accès chantier se fera par l'accès la rue principale RUE DES CHAMPS

La condamnation des zones de travaux se fera chaque soir ou à chaque départ des entreprises. Une clef de cadenas, pour chaque entreprise sera à disposition au bureau ou avec communication du code du cadenas d'accès.

L'Entreprise et ses éventuels sous-traitants, devront tenir à jour sur le chantier une liste de tous ses personnels salariés comme intérimaires, et veillera à ce que l'ensemble de ces personnels soit en règle vis-à-vis du Code du Travail.

Une personne responsable (exemple/chef d'équipe) assurera quotidiennement que seules les personnes autorisées ont accès au chantier. Le personnel présent sera facilement indentifiable par un badge nominatif avec identification de l'entreprise, délivré exclusivement par l'Entreprise.

VISITES DE CHANTIER

Chacun des intervenants sera en charge d'assurer la sécurité de toutes les personnes qu'il fera pénétrer sur le site.

L'intervenant organisateur de la visite demeurera, seul responsable de la fourniture des casques et chaussures de sécurité, ainsi que des éventuels dommages matériels subis ou causés par les visiteurs. Les casques, cirés et bottes de sécurité, seront en quantité suffisante et fournis par l'Entreprise et mis à la disposition de la Maîtrise d'Ouvrage ou de la Maîtrise d'Œuvre, etc.

RACCORDEMENTS

L'Entreprise effectuera les raccordements du chantier aux réseaux d'eau potable (compris comptage et vanne d'arrêt), aux égouts (compris canalisations, regards et tampons, etc.) des locaux

L'Entreprise effectuera le raccordement du chantier au réseau de distribution électrique des locaux (compris coffrets et protections).

Le détail du coût de ces raccordements sera porté au D.P.G.F. de l'Entreprise, dans le cadre des installations de chantier.

Ces raccordements seront réputés inclus dans son offre, et compris dans son marché de travaux. Ils devront être réalisés par l'Entreprise, préalablement aux travaux, dans le cadre de la période d'installation de chantier. La maintenance des raccordements ci-dessus seront due par l'Entreprise.

ENTITE	RADICAL	N°	REV.	PAGE
Pbudo53	PGC	419-042023	/	19

BRANCHEMENTS - CONSIGNATIONS

Avant tout début des travaux dans les existants, L'Entreprise fera consigner et séparer physiquement, l'ensemble des installations électriques, eau et gaz et tous réseaux situés dans l'emprise des dits travaux.

ÉLECTRICITÉ

L'Entreprise se raccordera sur le réseau général de l'établissement, il s'assurera de la compatibilité du dit réseau, de sa puissance disponible comme des raccordements électriques des différents bâtiments.

Le travail de nuit, n'étant pas autorisé sur ce projet, l'éclairage des servitudes comme des circulations est inutile.

Les câblages de distribution et coffrets électriques nécessaires aux besoins du chantier, avec prises électriques en nombre suffisant, y compris 380 V, pour Alimentation du matériel électro portatif ainsi que pour les opérations de sciage éventuel.

Le nombre de branchements ou de raccordements sera calculé de façon à ce qu'il y ait au moins une armoire dans un rayon égal à 25 m en tous points du chantier.

Les armoires électriques seront étanches, et munies d'un arrêt d'urgence. Elles seront normalisées et en permanence fermées à clef.

La vérification de ces installations sera assurée par un organisme agréé, à la charge de l'Entreprise. Tout comme sa maintenance et son repliement e fin de chantier.

EAU POTABLE

L'Entreprise assurera que la tenue du réseau de l'établissement, soit permanente et qu'il puisse desservir quotidiennement les pièces d'eau dédiée à l'approvisionnement de la base vie avec éventuellement un point de vanne de coupure.

La maintenance pendant toute la durée de l'opération, ainsi que le repliement des installations, seront dus par l'Entreprise.

ÉGOUTS

L'Entreprise assurera que les raccordements à l'égout de espaces destinées à la base vie soit conformes, et entretenus quotidiennement. La maintenance pendant toute la durée de l'opération, ainsi que le repliement des installations, seront dus par l'Entreprise.

TÉLÉPHONE

L'Entreprise aura à sa charge de mettre à disposition de son personnel, et des différents intervenants les moyens de communications, pour sa propre sécurité comme pour ses communications de travail.

Elle assurera la gestion et la maîtrise personnelle des coûts de téléphonie, de maintenance et de communication interne et externe. Pendant toute la durée de l'opération.

CANTONNEMENTS

Le cantonnement devra tenir compte de l'espace limité qui est à disposition, in situ.

La maîtrise d'ouvrage devra donc mettre à disposition des locaux pouvant contenir un espace réservé à l'implantation d'un mini base vie en mitoyenneté avec l'Aire de stockage et les aires de stationnement. Cette zone sera close et indépendante. L'accès sera différent de celui des livraisons.

Avec une signalisation et un éclairage adéquat entretenu régulièrement.

Ces locaux devront être correctement éclairés, aérés, désinfectés et chauffés, des extincteurs seront disposés dans le bureau, les vestiaires et le réfectoire.

Ce cantonnement comprendra, pour toute la durée de l'opération :

Sanitaires

Sur la base d'un WC, d'un urinoir et d'une douche pour 20 personnes, ainsi que d'un lavabo pour 10 personnes, jusqu'à la réception des travaux

L'entreprise prévoira une désinfection hebdomadaire ; et l'ensemble de leurs consommables papier, essuie-mains, savons, etc...

ENTITE	RADICAL	N°	REV.	PAGE
Pbudo53	PGC	419-042023	/	20

L'eau sera potable et devra être à température réglable.

Les entreprises utilisatrice entretiendront et nettoieront le local après chaque utilisation, de façon permanente et quotidienne.

Rappel : En cas de présence de personnel féminin sur le site. Un sanitaire devra leur être réservé.

À chaque entreprises de signalées ses besoins et les dispositions present pour y répondre.

Vestiaires Entreprise(s)

La mise en place de bungalows sera déterminée par les besoins réels des entreprises lors de la visite d'inspection commune. Leur positionnement tiendra compte du plan d'installation validé par tous.

Sauf si les personnels des entreprises sont réputés arriver sur site en tenue de travail.

Rappel : En cas de présence de personnel féminin sur le site. Un vestiaire devra leur être réservé.

À chaque entreprises de signalées ses besoins et les dispositions present pour y répondre.

Réfectoires : (néant)

Chaque entreprise est censée ne pas se restaurer sur site, Toutefois elle précisera pendant l'inspection commune les moyens mis à disposition de son personnel pour palier à cette absence.

***Il est strictement interdit de manger en dehors des espaces réservés au personnel.
Toute boisson alcoolisée est interdite sur le site***

****Pour information un restaurant est ouvert « LE MESS » Place Albert Jacquard***

Bureau de chantier-

Sur la base d'un local de 12 à 15 m² pour accueillir 10 personnes maximum prévues en pointe d'activité.

L'entreprise de Gros œuvre, fournira :

Des casques en nombre suffisant seront à disposition de la maîtrise d'ouvrage

Les tables et chaises pour 5 à 10 personnes maximum ; un rangement pour les documents techniques du chantier et ceux du C SPS.

ÉVACUATION DES DÉCHETS – NETTOYAGE

L'Entreprise veillera à maintenir en état de propreté ses zones de travaux, et devra en conséquence effectuer le nettoyage, évacuer ses gravois, déchets et décombres jusqu'aux points de regroupement et bennes dédiés à cet effet

Le traitement des déchets, matériels et gravois sera assuré par l'entreprise selon les prescriptions figurant à leurs PPSPS, tout en respectant les consignes et préconisation de l'OPPBTP sur ce sujet.

L'Entreprise réalisera toutes les opérations de nettoyage nécessaires au parfait état de propreté du chantier et des voiries (à l'intérieur comme à la sortie du chantier).

L'Entreprise aura pour mission de réaliser toutes les opérations de nettoyage et de veiller au parfait état de propreté des locaux éventuellement mis à dispositions.

Sur simple constat du Maître d'Ouvrage, et sans mise en demeure préalable, ce dernier pourra faire procéder au nettoyage ou au remplacement de parties d'installations défectueuses par une entreprise extérieure au frais exclusif de l'entreprise adjudicataire.

GARDIENNAGE

Le gardiennage des locaux, et par conséquent du chantier, et tout équipement en place, sera assuré par l'Entreprise, depuis le début du chantier jusqu'à la réception de ses travaux.

L'Entreprise conservera la garde de son matériel et matériaux, de toutes les parties de ses travaux en cours ou achevés, de ses approvisionnements et déchets, jusqu'à réception des travaux

RAPPEL :

Mesures générales pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant.

Respecter les consignes ci-dessus concernant les zones d'installations de chantier (Base vie, Zones de stockage et de parking, Zones de travaux) en plaçant ou remplaçant les signalisations et pré-signalisations, les clôtures et barrières de sécurité, les passerelles, escaliers, et autres éléments de sécurité.

ENTITE	RADICAL	N°	REV.	PAGE
Pbudo53	PGC	419-042023	/	21

Suivre les instructions d'évacuations des décombres, de nettoyage et d'entretien des locaux et des lieux avec poste de travail comme éventuellement des cheminements et des chaussées utilisées.

En cas de salissure de la voie publique ou des circulations intérieures au RFF ; de quelques sortes que ce soit (boues, déchets divers, gravois) par les engins de levage, les véhicules de chantier, ou toute autre manutention. Un nettoyage des zones sera immédiatement exigé.

Notamment pour la gestion des déchets ultimes, produits par le désamiantage, la démolition, mais aussi par tous les travaux sur matériaux pollués.

Les eaux de lavage diverses seront captées, récupérées et évacuées pour être traitées en décharge agréées, les hydrocarbures seront récupérés dans des bacs prévu à cet effet puis évacués comme ci-dessus.

En cas de non-respect des règles établies ci-dessus, le Maître d'Ouvrage sur le conseil et l'avis du maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS se réservent le droit de faire intervenir une entreprise extérieure dont la totalité des frais sera imputée directement à l'entreprise défaillante ou dans le cas où l'on ne peut déterminer l'entreprise défaillante, ces frais seront imputés à tous les intervenants au prorata de leur marché.

En cas de nécessité d'arrêt de chantier pour danger grave et imminent, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'appliquer des pénalités de retard. A toutes entreprises provoquant un arrêt d'activité de chantier ou autre, par pollution de l'air, de l'eau ou autres...

ENTITE	RADICAL	N°	REV.	PAGE
Pbudo53	PGC	419-042023	/	22

Chapitre 5. Méthodologies générales du chantier

ACCUEIL SUR SITE ET FORMATION

Les personnels de chaque entreprise, les intérimaires, les conducteurs d'engins comme de véhicules, devront avoir reçu, avant leur arrivée sur le chantier, une formation pratique en matière de sécurité appropriée au site, et à la nature des travaux à effectuer. L'Entreprise sera tenue d'y veiller quotidiennement.

Cette formation, qui sera assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe de chaque entreprise, devra porter sur :

Les conditions de circulation des personnes sur le chantier, et autour du chantier ;

La sécurité pendant l'exécution du travail, en fonction des travaux à réaliser, et des travaux réalisés à proximité par les autres intervenants ;

Les dispositions à prendre en cas d'accident ;

La situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire devront s'assurer que :

Le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné ;

Le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré ;

Les salariés intérimaires sont convenablement intégrés à l'entreprise, notamment en ce qui concerne la formation à la sécurité pour cette opération et la fourniture des équipements individuels de protection.

P.P.S.P.S & VISITE D'INSPECTION COMMUNE

À fournir en 1 exemplaire papier à chaque équipes présente sur site & 1 envoi par email

Avant toute intervention sur le chantier, chaque entreprise devra remettre au Coordonnateur Sécurité le cadre de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé Simplifié, éventuellement le plan de retrait, notice techniques des sécurisations mis en œuvre, etc.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, les entreprises compléteront leur P.P.S.P.S. par l'adjonction de notes méthodologiques détaillant la manière de réaliser, en sécurité, les différents type de travaux et en particulier :

Le désamiantage, le déplombage, et traitement des xylophages

Les démolitions (méthodologie et planification des tâches)

Chaque note méthodologique sera soumise au Coordonnateur avant démarrage des travaux concernés

Au moins 30 jours avant le début de leur intervention sur site, les entreprises (y compris sous-traitantes) prendront l'initiative de contacter le Coordonnateur SPS, de façon à programmer une visite d'inspection commune sur site.

À la suite de cette visite, chaque entreprise réalisera ou complètera son P.P.S.P.S. Et le transmettra à son personnels et à toutes ses entreprises sous-traitantes ou prestataires amenées à intervenir sur site (livreurs et autres)

Les consignes de sécurité spécifiques à respecter, dans le cadre de la présente opération (pistes autorisées à l'intérieur du site, surcharges admissibles, etc.).

Il appartiendra à chaque entreprise intervenante de s'assurer que la situation de chantier correspond à celle prise en compte lors de l'inspection commune.

Les entreprises seront tenues d'informer par écrit le Coordonnateur SPS de tout changement dans la masse ou la nature des travaux à effectuer ou de délai contractuels et de toutes modifications susceptibles d'engendrer des risques sur le chantier (notamment des risques dans la Coactivité ou la superposition des tâches) ou vis-à-vis des tiers.

ENTITE	RADICAL	N°	REV.	PAGE
Pbudo53	PGC	419-042023	/	23

DÉSAMIANTAGE

(Sous réserve de réception du DTA et du DAPP, demandé à un organisme agréé par le maître d'ouvrage conformément à la législation en vigueur article R 1334-27) et notamment à la circulaire du 9 Janvier 1997. Et du nouveau dispositif, d'où est issu de l'**arrêté du 23 février 2012** (formation), du **décret du 3 juin 2011** (repérage) et de ses arrêtés parus en fin d'année 2012. et en vigueur depuis le 1^{er} février 2012

Les entreprises chargées du désamiantage devront être titulaire du certificat de qualification en vigueur conformément à l'Arrêté du 22 février 2007.

L'Entreprise établira un plan de retrait concernant l'enlèvement des matériaux contenant des fibres d'amiante, qui devra être transmis à l'Inspection du Travail et aux organismes de prévention, au moins 30 jours avant le début des travaux de retrait.

Les dispositions y figurant devront être conformes aux préconisations portées à la parution ED 815 de l'INRS.

Suivant le DTA actualisé ou le DAPP, et le plan de retrait établi par l'entreprise adjudicataire certaines zones pourront être totalement isolées du reste du bâtiment, en cela. Nous rappelons que les consignes de sécurité liés aux confinements, aux manipulations et stockage de déchets AMIANTE devra être scrupuleusement respecté.

L'entreprise prendra aussi en compte les risques liés à la démolition indiquée ci-dessous

Nous demandons que l'opération de désamiantage soit sécurisée dans ce sens, (avec aspiration et traitement des poussières. se référés aux fiches de l'OPPBTP et aux préconisations de l'INRS sur ce sujet.

Une attention particulière sera portée sur ce sujet. Nous attendons un rapport précis avec une analyse des risques particulière liés aux travaux concernés. Cette analyse et ce plan de retrait sera joint au PPSPS de l'entreprise adjudicataire du marché.

AUCUNE Coactivité ne sera tolérée

Nota et rappel : Les travaux exposés à l'amiante et à ses composés sont soumis aux dispositions du code du travail sur la prévention du risque chimique et à celles spécifiques aux substances cancérogènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction (articles R.4412-59 à R.4412-93).

DÉMOLITIONS / DÉCONSTRUCTION

Avant démarrage de ses travaux, l'Entreprise s'assurera :

Des bonnes méthodologies de démolition établies par son BET, et validées par la MOE et l'utilisateur

Que les aires de travail sont vides de tout occupant, y compris le personnel de l'établissement.

Que les structures Porteuses sont dûment protégées et repérées contre les chutes, de matériaux de matériels ou d'objets.

L'outillage comme le personnel devra être assuré et sécurisé contre les chutes de hauteur.

L'Entreprise vérifiera que les travaux de déconstruction-démolition peuvent être menés sans danger pour l'ensemble du personnel et des intervenants, en particulier en cas d'introduction de matériel ou de charges importantes.

L'Entreprise vérifiera et intégrera, s'il y a lieu, la présence de sous-sols dans son mode opératoire et en tiendra compte dans le choix de ses matériels et équipements.

L'Entreprise vérifiera que tous les réseaux électricité, gaz, eau, etc., aériens comme souterrains, ont bien été consignés et déconnectés physiquement, sur l'ensemble des sols et espaces concernant l'opération.

Le mode opératoire retenu par l'Entreprise limitera la transmission des chocs aux constructions et installations existantes et avoisinantes.

L'Entreprise prendra toute disposition pour limiter l'émission de bruit et de poussières à la source, Elle emploiera de l'outillage adéquat et normalisés pour éviter leur importation comme leur exportation, etc.

ENTITE	RADICAL	N°	REV.	PAGE
Pbudo53	PGC	419-042023	/	24

En cas de découverte de parties d'ouvrages susceptibles de mettre en danger les intervenants (puits, fosses, fissurations, infiltrations, matériels non identifiés, etc.), le personnel à l'origine de la découverte devra immédiatement assurer la sécurité des autres intervenants, ainsi que des tiers.

Tous les intervenants présents sur site pendant les opérations de démolition porteront un gilet jaune à bandes rétro-réfléchissantes

DÉPLOMBAGE - NÉANT – À CONFIRMER

La présence de plomb est réputés présentes sur toutes les bâtiments antérieurs à 1949.

Principaux secteur exposés a la présence de plomb

- Intervention sur des peintures et des canalisations dans des bâtiments anciens (enlèvement, réfection...)
- Découpe ou sablage de structures métalliques recouvertes de peinture anticorrosion
- Travaux de couverture (soudure au plomb, utilisation de feuille de plomb...)
- Dépose de conduites existantes
- Dépose de vitraux et réfection de vitrail.

La démarche de prévention contre l'exposition au plomb se résume en quatre points :

- remplacer les produits contenant du plomb par des produits moins toxiques ;
- mettre en évidence et caractériser l'exposition ;
- empêcher l'inhalation de plomb (aérosols et poussières) ;
- empêcher l'ingestion de plomb (mains, eau ou nourriture souillées).

Du point de vue technique, les principales mesures de prévention consistent à :

- utiliser des procédés limitant les émissions de fumées et poussières ou réaliser les opérations en enceinte fermée ou capter les émissions au plus près de leur source. Ces dispositifs ont pour rôle d'une part d'éviter l'inhalation des poussières et fumées par les salariés et d'autre part d'éviter la pollution de l'atelier limitant ainsi les risques de contaminations par l'intermédiaire des mains ou des vêtements souillés ;
- maintenir les locaux de travail dans un bon état de propreté ;
- respecter des **règles d'hygiène** strictes.

Salariés exposés au plomb : règles d'hygiène à respecter

- Interdiction de boire, manger, fumer sur les lieux de travail
- Lavage des mains et du visage avant les repas
- Douche après le travail (des douches doivent être à la disposition des salariés par l'employeur)
- Changement des vêtements après le travail

Lorsque les mesures de prévention collective ne permettent pas de supprimer l'exposition au plomb, des appareils de protection respiratoire peuvent être utilisés pour se protéger des aérosols et des poussières. Les **appareils filtrants** doivent être équipés de filtres de type P3.

Dans le cas du bâtiment, toute intervention sur des peintures contenant du plomb (ou dans lesquelles on peut soupçonner la présence de plomb) nécessite des mesures de prévention spécifiques adaptées au niveau de risque. Cela peut aller de mesures très simples pour des interventions limitées (comme le perçage de trous pour le passage de câbles ou de tuyaux) jusqu'à des mesures lourdes pour des chantiers d'enlèvement de peintures.

ENTITE	RADICAL	N°	REV.	PAGE
Pbudo53	PGC	419-042023	/	25

TRAITEMENT XYLOPHAGES - CHAMPIGNONS

Le repérage avant travaux de démolition n'est pas obligatoire en Mayenne 53, toutefois la découverte éventuelle d'une infection du site par des champignons ou des xylophages. Impose une prise en compte impliquant un traitement curatif des déchets pour éviter toute expansion dans les constructions voisines ou dans l'environnement proche.

En cas de découverte, l'entreprise se doit de stopper son activité, prévenir son employeur, le MOA/MOE et CSPS qui décideront des mesures à prendre pour gérer ce problème.

Ainsi il sera mis en place, un traitement particulier devant faire l'objet d'une étude et d'une méthodologie de travail qui devra être soumise au C SPS et à la maîtrise d'ouvrage avant travaux pour accord.

Les démolitions devront prendre en compte Cette découverte et les risques liés, pour prendre les mesures adéquates pour y remédier et éviter toute propagation de «d'insectes nuisibles » ou de Mérules, coniphores et autres champignons lignivores dans les matériaux à démolir.

ENCHAÎNEMENT DES TÂCHES

Les entreprises alerteront le C.SPS de tout décalage dans l'enchaînement des tâches prévu au planning, et les conditions réelles d'exécution, ce décalage pouvant entraîner un risque de superposition et de prolongement des risques et des nuisances causées aux utilisateurs.

TRAVAUX SUPERPOSÉS

Aucun intervenant ne sera autorisé à opérer depuis une zone située au-dessus d'un poste de travail préexistant, et notamment pendant les opérations de déconstruction et de nettoyage du à la démolition ou au désamiantage.

À défaut, toute entreprise intervenant au-dessus d'une zone de travail, ou de présence d'utilisateurs installera, entretiendra puis enlèvera, de sa propre initiative, les dispositifs destinés à assurer la protection des personnes ou personnels situés en dessous (platelage, barriérage, filets, balisage, etc.).

Avant de réaliser des travaux en élévation et des opérations de levage, les entreprises devront interdire la circulation du personnel en dessous et à l'aplomb de leurs zones d'intervention.

Cette interdiction d'accès sera assurée par la mise en place, la maintenance et l'enlèvement en fin de travaux de dispositifs rigides, fermement assujettis aux sols, ou à défaut de rubalise en continu avec la présence au sol d'une personne contrôlant et garantissant l'inaccessibilité de l'espace à toutes personnes étrangères aux travaux.

COACTIVITÉ

Tout personnel intervenant à proximité d'un poste de travail en activité sera tenu de signaler sa présence aux occupants du poste, et de préciser la nature des interventions prévues

Chaque entreprise intervenant dans le cadre de la présente opération (y compris sous-traitants, transporteurs, prestataires) informera son personnel du caractère obligatoire de cette démarche

Aucuns personnels ou engins ne devront intervenir sur la construction, pendant le déroulement d'opérations de désamiantage, de déplombage ou de déconstruction, à l'intérieur ou à proximité de celles-ci.

Les opérations et travaux sur les voiles existants non déplombés (voir localisation des murs, plafonds ou autres murs concernés) seront parfaitement identifiés, signalés, et rendues inaccessibles aux autres intervenants pendant le retrait ou la tâche.

Nota : À chaque visite, ou intrusion inopinées, les travaux seront suspendus momentanément, pendant la durée de l'intrusion. Le raccompagnement vers la sortie avec un signallement des intrus sera porté à notre connaissance (MO, MOE, CSPS)

Chaque personnes ou entreprises ne respectant pas les consignes et la signalisation de sécurité pourra être pénalisé au gré de la maîtrise d'ouvrage.

ENTITE	RADICAL	N°	REV.	PAGE
Pbudo53	PGC	419-042023	/	26

PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

Les entreprises qui utiliseront des produits inflammables devront le mentionner dans leur Plan Particulier de Sécurité (fiches de données de sécurité des produits à annexer au P.P.S.P.S.).

Les entreprises qui effectueront des travaux par points chauds devront en aviser l'Entreprise, et approvisionner, à proximité immédiate des postes de travail, des extincteurs adaptés à la nature des travaux réalisés (prévoir des extincteurs à grande capacité, sur roues).

Les travaux par points chauds devront cesser deux heures avant le départ des opérateurs (que ce soit pour une pause déjeuner, ou le soir).

Le soir, ils procéderont, avant de quitter le chantier, à une inspection des points chauds interrompus deux heures auparavant.

Les emballages combustibles seront évacués le plus rapidement possible par chaque entreprise.

Les feux à usage de chauffage, de cuisson, de destruction ou tout autre usage sont strictement interdits sur le chantier.

5-1 APPROVISIONNEMENTS - ZONES DE STOCKAGE –

Les aires de stationnement et de manipulation feront l'objet d'une notification aux différents PPSPS ; tout emplacement autre que ceux réservés à cet effet est interdit.

Cf parking cimetière et rue des champs sur zone non construite

Pour limiter toutes nuisances, les activités de manutention, ou de rotation des contenants, se feront pendant les heures de présence de l'entreprise. Il est donc impératif d'en tenir compte et de respecter les plages horaires prédéfinies.

Aucun stockage « sauvage » ne sera autorisé. L'entreprise ayant intégré dans son offre les moyens d'évacuation et de tri de ses gravats et déchets, en conformité avec les dispositions du Code du Travail

GESTION QUOTIDIENNE DES GRAVATS ET DES DÉCHETS.

Le tri et la gestion des déchets sera assuré par l'entreprise, Des bennes, bigbags ou autres contenants seront à dispositions des salariés. Chaque entreprise effectuera son propre tri de déchets et assurera la rotation des bennes à sa charge exclusive.

Les entreprises intervenantes devront exiger de leurs transporteurs externes ou internes, des livraisons comme à l'emport, la mise en place de bâches ou de filets en recouvrement des plateaux et bennes pendant le transport.

Les éventuels déchets dit ultimes (amiantes ou contenant du plomb) seront repérés et gérés de façon particulière suivant les PPSPS et les plans de retrait préétabli. Attention au traitement résiduel des déchets de poussière venant des aspirations de perçage, sciage ponctuels des différents subjectiles. Les PPSPS devront préciser les modes opératoires et de retrait de ces matériaux

5-2 VOIES DE CIRCULATION HORIZONTALES ET VERTICALES

VOIES DE CIRCULATIONS HORIZONTALES

Les entreprises devront la signalisation de toutes les circulations provisoires, horizontales. Ces circulations devront assurer la protection des utilisateurs des locaux, à l'extérieur comme à l'intérieur des bâtiments.

Les cheminements ou circulation pour approvisionnements se feront de l'accès rues, directement dans les zones périphériques aux bâtiments concernés. Et devront respecter la signalisation en place, et la compléter aux besoins.

Toutes livraisons de matériels, de matériaux ainsi que l'évacuation des déchets se feront uniquement par ces mêmes voies arrêtées avec la maîtrise d'ouvrage.

ENTITE	RADICAL	N°	REV.	PAGE
Pbudo53	PGC	419-042023	/	27

Les personnels des entreprises pour se rendre aux cantonnements et à leurs postes de travail devront empruntés ces mêmes cheminements. Des places de parkings seront à leurs dispositions au droit de la clôture et de la zone de stockage.

La circulation piétonne tiendra compte de la signalisation existante, et la complètera selon les besoins. Elle sera matérialisée physiquement par une rubalise rouges et blanche sur potelet

L'éclairage de ces cheminements n'est pas à compléter dans le contexte actuel.

La méthodologie retenue devra tenir compte de la présence des associations sportives connexes au théâtre. De leurs accessibilités conservées, et des circulations piétonnes du personnel utilisateur des locaux. Ces lieux de stationnements seront devenus distinct des lieux de travaux.

L'espace devant la façade est réputé roulant, sur les espaces avec enrobés. L'implantation des réseaux devra être connus de tous, signalés et visibles pour les voies dites de circulations des engins ou des zones de levage comme de manutention.

VOIES DE CIRCULATIONS VERTICALES

L'utilisation de chariot élévateurs, de grue auxiliaires sur PL, de PEMP ou de nacelle élévatrice devront faire l'objet d'une étude particulière, de zonage à respecter pour ne pas perturber le voisinage

La sécurisation au sol est impérative et se doit d'être rigoureuse et valider par la maîtrise d'ouvrage le MOE et le CSPS.

Les levages et livraisons des matériaux se fera, dans des horaires adaptés et valider par la maîtrise d'ouvrage le MOE et le CSPS. Les issues de secours seront garanties de façon permanente.

Les Entreprises devront la mise en place d'un homme trafic pendant toute la durée de chaque livraison, de levage ou de manutention. Ce personnel devra notamment organiser le trafic en sécurité de tous les véhicules et engins entrant et sortant du chantier ; comme assurer la sécurité du personnel de l'établissement amenés à circuler autour des zones de travaux avec engins ou véhicules légers.

Avant toute intervention d'engin automoteur (camion grue, chargeur, nacelle, etc.) sur le chantier, les Entreprises utilisatrice s'assureront que les sols sont aptes à supporter leurs poids propres additionnés de leurs charges utiles.

Les zones éventuellement non accessibles seront balisées ou étayées par chaque entreprise utilisatrice, et les instructions d'interdiction seront transmises aux conducteurs d'engins par le responsable de chaque entreprise

5-3 MANUTENTIONS – MOYENS & ENGINS DE LEVAGE

Les entreprises devront prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges lourdes par les travailleurs.

L'utilisation et la conduite des véhicules ou d'engins, type chariot élévateur ou « manuscopique » sera assurée par du personnel formé et en possession de titre d'habilitation établi par leur employeur (autorisation de conduite) et de son CACES (Certificat d'Aptitude à la conduite d'Engin en Sécurité).

Les montes charges type « Garabelle », ascenseurs ou autres type de lève matériaux fixes, sont assujettis aux mêmes règles que précédemment et feront l'objet, selon l'appareillage des vérifications obligatoires telles que prévues par le Code du Travail

Les rapports de vérifications périodiques, et les carnets de maintenance du matériel seront tenus à disposition des organismes, sur site.

Les évolutions avec visibilité réduite ne pourront s'effectuer que sous la conduite de personnes chargées :

Du guidage ; de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation.

L'Entreprise veillera à empêcher l'intervention rapprochée de plusieurs engins. En cas de nécessité, ces engins devront être disposés de façon à se faire face, pendant la réalisation de leurs tâches respectives.

Appareils de levage lourds

Il n'est pas prévu l'introduction de grues mobiles sur site, en cas de nécessité, l'introduction sera soumise à une étude des interférences, avec le voisinage, les réseaux et autres activités ou engins de levage sur site.

ENTITE	RADICAL	N°	REV.	PAGE
Pbudo53	PGC	419-042023	/	28

Avec accord du C SPS et de la maîtrise d'œuvre et d'ouvrage.

Il n'est pas prévu de moyen collectif, de levage au vu des tâches à réaliser et de la durée du chantier. Sauf accord inter-entreprises, et gestion au compte prorata, voir des entreprises utilisatrices seules.

Aucun engin ne sera accepté sur l'espace de démolition sans avoir comblé préalablement les accès et espaces en sous-sols des différents bâtiments. Ou en s'en s'être fait valider la bonne portance des dalles existantes

5-4 ÉCHAFAUDAGES

Les échafaudages, tours, sapines, etc. feront l'objet des vérifications obligatoires telles que prévues par le Code du Travail :

Obligation de direction des travaux de montage et démontage par une personne compétente (attestation nominative écrite à fournir) ;

Présentation de la notice de montage du fabricant ;

Obligation d'examen avant mise ou remise en service par une personne compétente de l'entreprise ;

Réalisation d'une note de calcul (résistance et stabilité) en cas de mise en œuvre ne figurant pas dans la notice de montage fournie par le fabricant.

La vérification des échafaudages par un organisme agréé, avant mise en service, sera également due par l'entreprise titulaire du lot, sur demande éventuelle de l'Inspection du Travail.

L'Entreprise devra les échafaudages pour tous ses sous-traitants.

Un examen d'adéquation sera réalisé avec chacune des éventuelles entreprises utilisatrices, et les consignes d'utilisation et d'accès transmises à chaque chef de chantier, avec mention de la charge d'exploitation retenue

Ces échafaudages seront dimensionnés pour recevoir les charges les plus lourdes prévues pour chacun des corps d'état, dans le cadre de la déconstruction d'éléments en élévation (cheminées, éléments de charpentes, etc.).

Ils seront équipés de filets sur toute hauteur, compris retours, en mitoyen et sur rues.

L'Entreprise assurera la maintenance quotidienne et les vérifications périodiques des échafaudages.

Chaque entreprise utilisatrice assurera le balisage des zones concernées par leur utilisation.

À tous moments, chaque entreprise devra s'assurer que les dispositifs proposés ou mis en place sont suffisants et adaptés à ses propres travaux.

Si tel n'était pas le cas, chaque entreprise devrait en aviser immédiatement le maître d'œuvre ainsi que le Coordonnateur SPS, pour modification immédiate.

En cas d'adossement d'un engin de levage à un élément d'échafaudage (treuil, monte-charge, etc.), une vérification complémentaire (fixation de l'engin à l'échafaudage, stabilité de l'ensemble échafaudage-levage) devra être réalisée, par la personne compétente de l'entreprise ayant monté l'échafaudage, aux frais de l'entreprise ayant installé le moyen de levage.

5-5 PROTECTIONS COLLECTIVES

L'Entreprise rappellera à son personnel ainsi qu'à ses sous-traitants, avant le tout début des travaux, les modes opératoires retenus pour l'opération prise dans son intégralité, les risques éventuellement encourus par les opérateurs et l'ensemble des intervenants, et les mesures de prévention adoptées.

Toute entreprise déposant une protection collective devra la remplacer par une protection au moins équivalente

ENTITE	RADICAL	N°	REV.	PAGE
Pbudo53	PGC	419-042023	/	29

PROTECTIONS COLLECTIVES CONTRE LES CHUTES DE HAUTEUR

Chaque Entreprises en charge de la démolition devra se charger de la fourniture, de la mise en place, de la maintenance, du démontage et de l'enlèvement de ses protections « collectives », du début à la fin de sa tâche, Ces protections resteront en place tant que la sécurité définitive ne sera pas assurée.

Le matériel destiné aux protections collectives sera identifié et exclusivement réservé à cet usage.

Les Entreprises devront s'assurer quotidiennement qu'aucune autre entreprise ne modifie partiellement une protection, pendant toute la durée des travaux. En cas de désordre et quelle qu'en soit la cause, l'Entreprise qui décèlera l'anomalie devra la remise en conformité immédiate de la protection.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit, en cas de défaillance, de faire appel à une entreprise extérieure au chantier, pour mettre en place ou remettre en état les dites protections, aux frais de l'entreprise.

PROTECTIONS COLLECTIVES CONTRE LE BRUIT

Les employeurs mettront en œuvre les actions de prévention prévues au Code du Travail.

Sur simple demande de l'Inspection du Travail ou du Coordonnateur SPS, ils devront justifier que les niveaux sonores auxquels sont soumis les travailleurs (exposition quotidienne et pression de crête) les dispensent de :

- Réduire le bruit à la source ;
- Modifier l'organisation du travail ;
- Modifier l'implantation des sources de bruit ;
- Mettre en place des protecteurs auditifs individuels.

5-6 PROTECTIONS INDIVIDUELLES

Les protections individuelles devront être utilisées lorsque des dispositifs de protections collectives n'auront pas été mis en place, ou en complément de ceux-ci.

Les entreprises veilleront à mettre à la disposition de leurs personnels les équipements de travail et les moyens de protections individuels adaptés aux types de tâches à exécuter.

Pendant l'exécution des travaux, tous les personnels sur site porteront obligatoirement des gilets rétro-réfléchissants.

Dans le cas de travaux à risques particuliers (chalumeau, tronçonneuse, etc.), les entreprises porteront les équipements de protections prévus dans leur P.P.S.P.S. et se conformeront au mode opératoire préconisé par le fabricant.

Quelle que soit la hauteur de travail, l'utilisation d'échelles et d'escabeaux comme poste de travail

PERMANENT est à PROSCRIRE.

Les entreprises devront utiliser des plates-formes individuelles, roulantes ou non, des échafaudages ou tout autre matériel équipé de dispositifs de protection contre les risques de chute de hauteur et de chute d'objet (plates-formes hydrauliques motorisées, nacelles autoélevatrices, PIR ou/et PIRL.).

Le harnais de sécurité ne devra être employé comme moyen de prévention que pour des interventions ponctuelles, de courte durée et non répétitives.

Les protections auditives individuelles (bouchons d'oreilles, casques) seront mises à disposition des salariés

RAPPEL : le port des EPI est et reste obligatoire.

ENTITE	RADICAL	N°	REV.	PAGE
Pbudo53	PGC	419-042023	/	30

5-7 MESURES PARTICULIÈRES EN PRÉSENCE D'AMIANTE, DE PLOMB OU DE POUSSIÈRE DE SILICE OU DE BOIS

Les entreprises concernées par ce problème, devront fournir et mettre en place du personnel d'entreprise, reconnu qualifier pour ce type de travaux. (Certification de suivi de formation à transmettre).

Les protections individuelles devront être adaptées à chaque cas, et respectées les règles et les normes en vigueur. À chaque fois, que des dispositifs de protections collectives n'auront pas été mis en place

Humidification conservatoires des subjectiles et voiles existants.

Percements, sciages, ponçage doivent être réalisé avec une aspiration à la source des poussières émises.

Traitements des déchets suivant procédure adaptée.

Un descriptif de ces opérations mêmes ponctuelles devra être émis dans les PPSPS de chaque entreprise.

Toutes les mesures conservatoires devront être prise pour ne pas polluer les locaux utilisés par le personnel utilisateur et des autres intervenants.

5-8 MESURES PARTICULIÈRES EN PERIODE DE PANDEMIE VIRALE

Mesures contre les infections et contaminations endémiques comme pandémiques

La priorité des entreprises du BTP est de permettre à leurs collaborateurs de veiller à leur santé, leur sécurité et celle de leur entourage.

Elles devront assurer à leurs personnels tous les moyens nécessaires en prévention des risques d'infections ou de contaminations. Tant en matière d'informations que de formations sur les mesures barrières à prendre en compte.

Mesures d'hygiène, confinement, quarantaines, déconfinement, autres...

L'entreprise devra faire valoir son droit de retrait devant son incapacité à répondre aux besoins préventifs nécessaire à la sécurité de son personnel.

***Toute mesure de poursuite d'activité fera l'objet d'un avenant au PPSPS faisant l'objet d'un Plan de continuité d'activité. À faire visé par le CSPS et validé par le MOA pour autorisation de reprise d'activité sur le chantier.**

***Dans tous les cas de figure, dès suspicion d'atteinte virale,**

Le personnel concerné sera mis en retrait ;

Les mesures barrières rendues obligatoires pour tous

Le port des EPI sera compléter par les moyens d'hygiène mis à disposition des différents personnels.

Port du masque et nettoyage des mains toutes les 2 heures.

Selon l'installation existante et la topographie du site. Les entreprises procéderont aux adaptations des consignes usuelles en tenant compte Des recommandations OPPBTP et de l'ARS ? EN VIGUEUR AU MOMENT DES TRAVAUX.

Les moyens d'hygiène seront mis en place devant chaque accès bungalows.

- Le cantonnement sera nettoyé par les utilisateurs au fur et à mesure de la journée
- Une désinfection/nettoyage sera mise en place de manière quotidienne.
- Plus la mise en place de cheminement piétons avec point d'arrêt au droit des entrées/sorties (peinture jaune)
- Les véhicules ne traverseront pas la zone piétonne
- Signalétique de chantier, voirie extérieure et limitation de vitesse à 30 et 15 au droit de l'entrée.
- Produits d'hygiène à demeure avec réapprovisionnement permanent devant chaque entrées/sorties de chaque cantonnements (existants ou supplémentaires)

<i>ENTITE</i>	<i>RADICAL</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
Pbudo53	PGC	419-042023	/	31

ENTITE	RADICAL	N°	REV.	PAGE
Pbudo53	PGC	419-042023	/	32

6. Organisation Des Secours

Le matériel de secours obligatoire est à la charge des titulaires des marchés. Il est maintenu en parfait état. Les renseignements pratiques à l'évacuation des personnes (points de rencontre des secours) seront diffusés par La maîtrise d'ouvrage assisté du coordonnateur.

6-1 PROCÉDURES - ACCÈS

Tout le personnel du chantier doit connaître, en cas d'accident, les mesures communes et simultanées qui suivent :

Une personne devra prévenir les secours en leur indiquant le point de rencontre déterminé suivant le plan d'organisation des secours joint en annexe et en suivant les instructions de la fiche OPPBTP affichée à proximité du téléphone de Chantier ou dans le véhicule si portable.(document toujours visible)

Une personne devra être postée à l'entrée du chantier ou au point de rencontre prévu pour guider les secours directement vers le lieu de l'accident.

Une personne devra prévenir les secouristes du chantier.

Une personne devra aller chercher le matériel de secours d'urgence toujours à proximité des zones de travaux.

L'évacuation des blessés se fera uniquement par le personnel de secours compétant.

Le Maître d'Ouvrage, Maître d'œuvre, le Coordonnateur SPS et autres organismes (OPPBTP, CRAM, Inspecteur du Travail) seront informés immédiatement de l'accident.

Nota :

En cas d'urgence et de secours, du personnel sera mis en faction au droit de La rue principale pour accueillir et guidé les dits secours vers le blessé

6-2 TÉLÉPHONE

L'Entreprise devra afficher dans les cantonnements et bureaux, la liste des numéros d'appel d'urgence.

À leur arrivée sur site, les chefs de chantier et chefs d'équipes de toutes les entreprises enregistreront, dans leurs téléphones portables, les numéros d'urgence, pompiers, police, ainsi que le numéro du portable du C SPS et de l'accueil du Lycée...

L'emploi de téléphones portables en remplacement d'un poste fixe sera accepté, s'il est établi que le réseau de l'utilisateur est bien couvert géographiquement.

À confirmer lors de la visite commune

6-3 SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL

L'Entreprise assurera la présence permanente sur le chantier des S.S.T., dans le nombre requis en fonction des effectifs totaux présents sur le chantier chaque jour.

Il y aura au moins un secouriste du travail par équipe de 2 à 25 personnes et par entreprise présente sur le site.

6-4 TROUSSE DE SECOURS

Chaque entreprise devra posséder, sur le site, au moins une boîte de premiers secours (à vérifier - et éventuellement à compléter - régulièrement).

Le jour de leur arrivée sur le chantier, les salariés seront informés de l'endroit où ces boîtes sont placées

6.5 CONSIGNES DE PREMIERS SECOURS



En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

Téléphonez au :

18 **112** **15**
Pompiers Centre d'appels secours Samu
et dites...

1 Ici chantier

À (commune ou arrondissement) **Bâtiment 46**
N° Rue **place Albert Jacquard**
en face de **Quartier Ferrié**
Téléphone **53000 laval**

2 Précisez la nature de l'accident...

(Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...)

... et la position du blessé (par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...)

... et s'il y a nécessité de dégagement.

3 Signalez le nombre de blessés et leur état

Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.

4 Décrivez l'intervention du secouriste

Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...

5 Fixez un point de rendez-vous et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.

6 Faites répéter le message. Ne raccrochez jamais le premier.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste **à jour** mentionnant **leurs noms doit être affichée sur le chantier**. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque ou sur leur tenue de travail.



ATA 01 05